



Article scientifique

Article

2018

Accepted version

Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

L'engagement collectif des aînés au prisme du genre : évolutions et enjeux

Baeriswyl, Marie

How to cite

BAERISWYL, Marie. L'engagement collectif des aînés au prisme du genre : évolutions et enjeux. In: Gérontologie et société, 2018, vol. 40, n° 3, p. 53. doi: 10.3917/g1.157.0053

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:129726>

Publication DOI: [10.3917/g1.157.0053](https://doi.org/10.3917/g1.157.0053)

Titre court : Engagement collectif des aînés et genre

L'engagement collectif des aînés au prisme du genre : Évolutions et enjeux

Marie BAERISWYL

Socio-économiste, Collaboratrice scientifique, Pôle de recherche national LIVES, Centre Interfacultaire de Gérontologie et d'études des vulnérabilités, Université de Genève

Résumé - Dans le nouveau contexte entourant le vieillissement, la participation sociale est devenue un enjeu central. Si tout semble favorable à un fort investissement social des aînés, les inégalités face aux chances d'accéder à de telles activités ne doivent pas être négligées. Cet article vise à les explorer en se centrant sur l'engagement collectif - associatif, bénévole, politique/syndical - sous l'angle du genre. En exploitant deux enquêtes transversales sur les conditions de vie des 65 ans et plus en Suisse réalisées en 1979 (n=1519) et en 2011 (n=1097), nous montrons que les discriminations au détriment des femmes subsistent. Une analyse plus approfondie des données de 2011 confirme ce constat en considérant un système d'inégalités et de ressources plus large autour de l'engagement collectif. Nos résultats mettent aussi en évidence des logiques de participation spécifiques selon le genre. Ils révèlent notamment l'écart important entre les femmes dotées d'un haut niveau d'éducation et leurs consœurs dans l'accès aux pratiques impliquant un pouvoir de décision. L'engagement collectif des hommes apparaît pour sa part comme plus dépendant de leur réseau proche.

Mots-clés - genre, engagement collectif, inégalités, ressources, aînés

Abstract - Older adults collective commitment in a gender perspective: evolutions and issues

Social participation is a central issue at retirement time in the new context of aging. If the global picture looks good, inequalities in the opportunity to invest in these activities cannot be overlooked. This article aims to analyse these issues in the case of collective commitment - associative, voluntary, and political/union - from a gender perspective. Building on data from two cross-sectional surveys on living conditions of the 65 and over in Switzerland conducted in 1979 (n=1519) and 2011 (n=1097), we show that discriminations against women remain. Further analysis of the 2011 data confirms these trends considering a broader system of inequalities and resources. Our results specify also specific logics of collective commitment according to gender. It shows the significant gap between the women having a high education level and the others in access to activities involving decision-making power. Men's collective commitment on the other hand appears to be more dependent to their close network.

Keywords - gender, collective commitment, inequalities, resources, older adults

Introduction

Au fil des changements démographiques, socio-économiques et culturels, la vie au-delà de l'âge de la retraite n'est plus synonyme d'abandon des rôles significatifs ou de tout projet de vie (Legrand, 2001). La participation sociale, qui peut globalement être définie comme l'implication d'une personne dans des activités en interactions avec d'autres dans la société ou la communauté (Levasseur *et al.*, 2010), y acquiert dès lors une importance croissante. Cette importance se traduit dans les discours et représentations du vieillissement, notamment avec la valorisation et la diffusion du concept de « vieillissement actif » (Walker, 2002). En outre, l'augmentation globale des pratiques de participation sociale des aînés¹ a bel et bien été observée (Baeriswyl, 2017 ; Broese van Groenou et Deeg, 2010 ; Raymond *et al.*, 2008).

Ces évolutions *a priori* positives ne doivent cependant pas faire oublier que les opportunités de participer ne sont pas également réparties dans la population (Baeriswyl, 2017 ; Bickel, 2014) et que la vieillesse reste une étape marquée par une forte hétérogénéité des conditions de vie (Oris *et al.*, 2016). Dans cette perspective, cet article s'intéresse plus particulièrement à l'engagement collectif des aînés sous l'angle du genre.

Si les dernières décennies ont été une période de changements importants pour les femmes (accès aux droits civiques, au marché du travail, à la formation professionnelle et supérieure), des inégalités persistent (Bühler *et al.*, 2002), notamment parmi les aînés qui appartiennent à des cohortes qui ont moins profité des progrès susmentionnés (Attias-Donfut, 2001). En outre, Helga Krüger et René Levy (2001) ont souligné que, malgré la diversification des trajectoires, les « choix » de vie restent guidés par un « statut maître », concept soulignant l'importance persistante d'un champ prioritaire d'investissement propre à chaque genre, familial pour les femmes, professionnel pour les hommes. Si ces attributions de rôles ont largement structuré la vie des cohortes étudiées ici, que se passe-t-il alors que la retraite et le départ des enfants les remettent en cause ? Qu'en est-il des modes de participation sociale des aînées et aînés ?

Plus particulièrement, parmi les nombreuses réalités couvertes par la notion de participation sociale (Levasseur *et al.*, 2010; Raymond *et al.*, 2008), nous nous intéressons dans cet article à l'engagement collectif - associatif, politique/syndical ou bénévole au-delà du réseau personnel. Cette perspective renvoie à la définition la plus restreinte de la participation sociale comme « associativité structurée » ou toute « *activité à caractère social réalisée dans une organisation dont le nom et les objectifs sont explicites* » (Raymond *et al.*, 2008, p. VIII). Elle s'apparente à la définition de l'engagement donné par Anne Quéniart et Michèle Charpentier (2010, p. 455) comme « *un « agir » pour la collectivité* », mais n'inclut pas les formes d'engagement auprès de l'entourage : elle se concentre sur les pratiques se déroulant dans la sphère publique. Ces formes d'engagement plus formelles offrent une « reconnaissance collective » et une « visibilité publique » que l'engagement de proximité ne permet pas (Pennec, 2004, p. 98). En permettant d'occuper des rôles valorisés et reconnus et d'avoir des interactions significatives au-delà du cercle des proches, elles apparaissent comme une ressource identitaire et sociale importante pour le bien-être des aînés (Raymond *et al.*, 2008). Au-delà, ces pratiques représentent des moyens d'intervention dans ou sur la vie collective importants en termes de citoyenneté et de pouvoir d'agir (Viriote-Durandal et Reguer, 2011). Du point de vue du genre, et en référence à la dichotomie privé/public qui est notamment au cœur de la répartition traditionnelle des rôles (Weintraub, 1997), l'engagement collectif renvoie, en tant que pratiques se déroulant hors de la sphère domestique et familiale et renvoyant à des enjeux de pouvoir et de reconnaissance sociale, à la dimension publique des manières de prendre part activement au lien social après l'âge de la retraite et à des espaces d'investissement traditionnellement masculins.

Dans la suite de cet article, nous proposerons un état des connaissances plus précis et spécifierons notre questionnement avant de présenter la méthodologie soutenant l'analyse empirique. Celle-ci visera d'abord à rendre compte des différentiels entre aînées et aînés en matière d'engagement collectif à 32 ans d'écart. Le genre et ses ressorts seront ensuite approfondis sur la base des données les plus récentes : nous considérerons les écarts d'engagement au regard de la distribution inégale des ressources entre hommes et femmes puis examinerons les facteurs spécifiques qui affectent

¹ Dans cet article, nous utilisons le terme « aîné » comme l'ensemble des personnes ayant dépassé l'âge légal de la retraite, qui représente le seuil institutionnel de la vieillesse (Lalivé d'Epinay *et al.*, 2000). En Suisse, pays sur lequel porte les analyses présentées, cet âge est de 64 ans pour les femmes et 65 pour les hommes.

leurs pratiques. Ces différents angles d'approches nous permettront de discuter des processus par lesquels le genre structure l'engagement collectif au temps de la retraite et ses enjeux.

1. État des connaissances et questionnement

De nombreux facteurs influençant la participation sociale des aînés ont été mis en avant (Godbout Filiatrault et Plante, 2012 ; Raymond *et al.*, 2008). En s'en tenant aux aspects sociaux, l'avancée en âge, une situation socio-économique inférieure ou un moindre capital social impactent négativement la propension à s'engager collectivement au temps de la retraite (Bickel, 2014 ; Cutler, Hendricks et O'Neill, 2011 ; Raymond *et al.*, 2008).

Parmi les études portant sur les facteurs de participation, le sexe apparaît également. En termes d'engagement associatif, certaines recherches tendent à montrer une plus forte présence des hommes dans les associations, ces constats pouvant cependant varier selon la nature ou l'intensité de la participation (Arber, 2004 ; Bickel, 2014). La question du bénévolat reste également controversée, certains travaux indiquent une absence d'effet de genre, d'autres mettent en évidence des inégalités, mais se contredisent sur le sens de ces différences (Raymond *et al.*, 2008 ; Wilson, 2000). Ainsi, si le sexe est une variable intégrée dans l'analyse des facteurs d'engagement collectif, les résultats n'apparaissent pas tous cohérents.

Globalement, genre et vieillissement sont longtemps restés deux sujets d'étude éloignés. Anne Quénari et ses collègues (2011) ont dégagé trois étapes de la recherche sur les aînées. Les premières études dénonçant l'invisibilité des femmes dans les travaux sur les aînés sont ainsi apparues dans les années 1980. Durant la décennie suivante, différentes recherches remirent en question une vision « neutre » en montrant que le vieillissement au féminin a sa propre conjugaison. Différents aspects particuliers de la situation des femmes âgées furent mis en lumière comme leurs difficultés économiques et de santé ou leurs rôles familiaux. Le début du XXI^e siècle marque un nouveau développement. Parmi les diverses thématiques désormais abordées figure la question de l'engagement collectif des aînées. Sur un plan plus théorique et méthodologique, ces années voient en outre la perspective intersectorielle apporter de nouveaux outils pour penser les inégalités de genre dans la vieillesse (Quénari *et al.*, 2011), en montrant l'importance de penser l'imbrication des rapports sociaux de domination (Bilge, 2009 ; Jaunait et Chauvin, 2012).

L'analyse des inégalités et différences entre sexes au temps de la retraite fait globalement ressortir les désavantages des femmes en termes économiques (pauvreté), de santé ou de solitude au sein du ménage (Attias-Donfut, 2001 ; Caradec, 2012). Face à ces constats dominants insistant sur la position défavorisée des aînées et qui s'inscrivent notamment dans le prolongement d'une perspective d'économie politique², Sara Arber et ses collègues (2003) relèvent qu'il ne faut pas négliger les avantages que peuvent aussi détenir les aînées, notamment de meilleures relations sociales. En termes d'identité et de rapport de genre, si une baisse des différentiels de pouvoir et des exigences traditionnelles est questionnée (Silver et Ploux, 2001), c'est plus le maintien de contraintes sociales spécifiques selon le genre qui est soutenu par différents auteurs. Phyllis Moen (2001) souligne la dimension contingente typique des parcours de vie féminins - ou l'impact de la vie des autres (notamment mari, enfants, parents) sur les choix individuels -, qui se prolonge au temps de la retraite. En écho à la perspective intersectorielle, Anne Quénari et ses collègues (2011) rappellent quant à elles la diversité des ressources face aux attentes et aux stéréotypes sexuels.

En matière d'engagement collectif dans la vieillesse, les études approfondissant la dimension genre sont avant tout qualitatives et centrées sur des femmes participantes. Elles ont permis de montrer la richesse et la diversité des pratiques des aînées en la matière, et plus particulièrement leur imbrication avec celles relevant de la sphère privée (Pennec, 2004) ou leur signification et leur insertion dans les parcours de vie individuels (Charpentier et Quénari, 2007 ; Quénari et Charpentier,

² Cette perspective est centrée sur l'impact de la position des individus dans le système de production comme facteur d'inégalité. Elle fut adoptée par certaines chercheuses dans les années 80 afin de montrer les répercussions de la division du travail entre les sexes sur les inégalités dans la vieillesse. Elle fut toutefois aussi critiquée pour son biais androcentriste (Venn, Davidson et Arber, 2011).

2010). Mais elles ne permettent pas d'interroger plus globalement les différences quant aux modes et logiques d'engagement des hommes et femmes comme support à une réflexion sur les inégalités de genre au temps de la retraite. Citons toutefois les travaux de Sara Arber, qui a mené une des rares études quantitatives dans cette perspective (Arber, 2004). Elle questionne les interactions entre les effets du sexe et du statut marital sur l'appartenance associative des aînés. Elle montre que les hommes célibataires ou divorcés ont un moindre niveau d'adhésion que les mariés, alors qu'à l'inverse les femmes qui ne se sont jamais mariées ont la plus forte propension à être membres. Sara Arber suggère que les relations de pouvoir genrées soutenues par l'institution maritale sont toujours à l'œuvre dans la vieillesse.

Sur la base de données quantitatives et en comparant les situations des aînées et des aînés, cet article vise à interroger leurs pratiques d'engagement collectif sous l'angle du genre. Nous mesurerons dans un premier temps le moindre accès des femmes à ces espaces de participation et son évolution en 32 ans. Puis, sur la base des données plus récentes, nous approfondirons les dynamiques de genre en lien avec un système d'inégalités et de ressources - socio-économiques, sanitaires et relationnelles - plus large. Nous appuyant sur les travaux questionnant la position désavantagée des femmes âgées, les écarts d'engagement entre sexes seront analysés au regard des différentiels de ressources. Au-delà, suivant la perspective intersectionnelle et nous inspirant du concept de « statut-maître », nous questionnerons l'imbrication du genre avec d'autres axes de stratification sociodémographiques de l'engagement et dimensions du système de ressources en jeu. Les variables documentant ces axes et dimensions sont présentées dans la section qui suit.

2. Méthodologie

Nos analyses s'appuient sur deux enquêtes portant sur les conditions de vie et de santé des personnes âgées de 65 ans et plus. Elles ont été réalisées en 1979 et 2011 auprès d'un échantillon aléatoire tiré dans les registres de la population de deux régions de Suisse romande, Genève et le Valais central (Oris *et al.*, 2016). Comme le sous-tendent leurs intitulés (Tableau 1), ces deux études ont été menées dans des contextes fort différents : alors que la problématique de la dépendance et de l'isolement guidait l'équipe de recherche de 1979, les intérêts ont évolué en parallèle à l'espérance de vie croissante et l'amélioration générale de la santé et du niveau de vie des aînés pour, en 2011, se centrer sur la relation paradoxale entre progrès et inégalités et la question de savoir si l'on peut parler d'une « démocratisation de la vieillesse » (Oris *et al.*, 2016). Au-delà de ces différences, la reprise d'un design d'enquête similaire et d'un certain nombre de questions a eu pour but de saisir l'opportunité rare, peut-être unique, d'étudier avec précision les changements qui se sont opérés au cours des trois dernières décennies dans la vie des aînés au fil de l'arrivée de nouvelles cohortes à l'âge de la retraite³. La population sur laquelle la comparaison peut porter comprend plus précisément les individus âgés de 65 à 94 ans, ayant pu répondre eux-mêmes au questionnaire⁴ et vivant à domicile. Au total, les échantillons analysés incluent 1519 individus en 1979 et 1097 en 2011.

Tableau 1 : Deux enquêtes transversales à 32 ans d'intervalle

Année	1979	2011
Titre	Mise à l'écart et dépendance des personnes âgées	Vivre, Leben, Vivere – Démocratisation de la vieillesse ? Progrès et inégalité en Suisse

³ La notion de cohorte est cruciale dans la comparaison de populations à différentes périodes, ou d'ailleurs celle de différentes classes d'âges à une même période. Celle-ci conceptualise l'intersection des temps individuel et historique et permet de prendre en compte l'ancrage temporel des individus, le partage d'une même historicité, qui tend à générer un système de valeurs et de ressources, des modes de pensées et des comportements particuliers (Lalive d'Epinay *et al.*, 2000, p. 32-35).

⁴ Les données ont plus particulièrement été récoltées aux moyens de deux questionnaires : l'un auto-administré envoyé à domicile et l'autre rempli au cours d'un entretien avec un enquêteur chez les personnes. Les questions concernant la vie associative étaient posées dans le premier, celles concernant le bénévolat et les manifestations politiques dans le second.

<i>Échantillon</i>	- personne de 65 ans et + - à Genève et en Valais - stratifié par sexe et région	- personne de 65 ans et + - à Genève, en Valais, à Berne, à Bâle et au Tessin - stratifié par âge, sexe et région
<i>Réalisation</i>	Groupe Universitaire Genevois de Recherches Interdisciplinaires Sur les Personnes Âgées, Programme national de recherche 3 « Intégration sociales » - FNRS, sous la direction de C. Lalive d'Epinay	Centre interfacultaire de gérontologie et d'étude des vulnérabilités, Projet Sinergia, CRSII1_129922/1 et Pôle de recherche national LIVES (tous deux financés par le FNS), sous la direction de M. Oris

L'engagement collectif est analysé à travers trois dimensions : vie associative, bénévolat et manifestations politiques ou syndicales. Ces différentes pratiques peuvent se chevaucher, mais leur analyse parallèle documente une perspective plus nuancée sur ces enjeux. Concrètement, nous nous basons sur un ensemble de variables dichotomiques. Un premier groupe documente l'accès à ces trois dimensions (prendre part à des manifestations politiques ou syndicales au moins 1x/an, s'investir dans des activités bénévoles au moins occasionnellement et être membre d'au moins une association). La vie associative est en outre approfondie selon deux niveaux d'engagement plus intenses (assister aux réunions au moins 1x/mois et occuper des responsabilités). La régularité du bénévolat (au moins 1x/mois) est également considérée.

Les analyses effectuées se découpent en deux grandes parties. La première se base sur la comparaison des deux enquêtes à 32 ans d'intervalle. La deuxième approfondit les logiques genrées en 2011 sur la base d'une série d'analyses de régression logistique. Les variables explicatives intégrées ont toutes été identifiées dans la littérature comme des facteurs d'engagement collectif et répondent en outre à différentes hypothèses en lien avec les dynamiques de genre. Chaque analyse repose sur quatre modèles emboîtés.

Outre le sexe, sont intégrés dans le premier modèle le groupe d'âge et le canton d'habitation. Ces trois caractéristiques sociodémographiques sont également les critères de stratification de l'échantillon d'enquête et constituent donc une base pour nos analyses.

Poursuivant la question d'une stratification sociale de l'engagement, le deuxième modèle intègre le niveau d'instruction (bas, intermédiaire, haut). Outre sa dimension culturelle propre, cet indicateur constitue un bon proxy de la position socio-économique des individus (Falcon et Joye, 2015 ; Oris *et al.*, 2017).

Les variables incluses dans le troisième modèle renvoient à la situation de l'individu au moment de l'enquête. Si leur statut de non-antériorité par rapport aux pratiques étudiées ne permet pas d'établir strictement un lien de causalité, il n'en demeure pas moins qu'elles renvoient au système de ressources de l'individu (Lalive d'Epinay *et al.*, 2000, p. 12) dont il est intéressant d'interroger les relations à l'engagement collectif et aux dynamiques de genre. Une première mesure fait référence au capital économique de la personne à travers ses sources de revenu, en distinguant ceux ayant accès au 2^e ou 3^e pilier du système de prévoyance vieillesse suisse⁵. La vulnérabilité économique des gens vivant uniquement avec les revenus du 1^{er} pilier a en effet été démontrée (Oris *et al.*, 2017). La santé est prise en compte à travers deux indicateurs, soit un score de fragilité (Lalive d'Epinay et Spini, 2008) et une adaptation de l'échelle de dépression établie par Richard Wang et ses collègues (1975). Finalement, trois variables portant sur l'entourage de la personne sont intégrées. Les deux premières

⁵ Le système de prévoyance vieillesse suisse est basé sur trois piliers. Le 1^{er}, l'Assurance vieillesse et survivants (AVS), constitue la base universelle : tout résident suisse cotise et reçoit ces prestations sensées couvrir les besoins de base. Le 2^e pilier renvoie au principe de prévoyance professionnelle et est obligatoire pour tout employé au-dessus d'un salaire minimum. Il vise à maintenir le niveau de vie des personnes après la cessation d'activité. Le 3^e pilier consiste en l'épargne individuelle à travers notamment les assurances privées (Streit, 2009). Comme nous le confirmerons, ce système n'est pas neutre du point de vue du genre puisque les femmes, par leur moindre insertion sur le marché du travail, sont plus exclues du système et/ou y sont intégrées via les revenus de leur époux (Leimgruber, 2010).

concernent la situation du ménage (non-marié vivant seul/marié/cohabitant) et l'existence de descendant (sans/au moins un enfant vivant/au moins un petit-enfant). Les dimensions couvertes par ces indicateurs ont non seulement été plus particulièrement repérées dans des études antérieures sur l'engagement (Bonvalet *et al.*, 2015 ; Broese van Groenou et Deeg, 2010 ; Lalive d'Épinay *et al.*, 2000), mais elles sont aussi cruciales au regard des enjeux liés au partage traditionnel des tâches entre sexes et aux « statuts-maîtres » associés. La troisième variable concerne l'existence d'au moins un ami proche. Compte tenu de l'importance croissante de liens sociaux électifs répondant aux nouvelles injonctions sociales d'individualité (Allan, 2008), ainsi que dans le prolongement des études soulignant l'avantage des femmes en termes de relations sociales, notamment amicales (Arber, 2004 ; Arber *et al.*, 2003), cette dimension du réseau apparaît comme intéressante à intégrer à notre questionnement.

Les modèles 2 et 3 servent à analyser dans quelle mesure les facteurs socioéconomiques, liés à la santé et à la situation relationnelle permettent d'expliquer les écarts d'engagement entre les sexes. Afin de tester ces hypothèses, nous avons utilisé le package « khb » de Stata 12. En se basant sur la méthode du même nom, celui-ci permet de décomposer l'effet total d'une variable (le sexe) entre un effet direct et un effet indirect (qui représente la part expliquée par d'autres facteurs liés au sexe) (Karlson *et al.*, 2012). Les effets d'interactions entre le sexe et les autres variables sont considérés dans le 4^{ème} modèle. Seuls les effets d'interaction statistiquement significatifs ($p < 0.1$) sont conservés dans les modèles finaux (Annexe 1).

3. Résultats

3.1 Les femmes et l'engagement collectif : 32 ans d'évolution

Les pratiques d'engagement collectif ont sensiblement crû en 32 ans (Tableau 2). La part des membres d'association passe ainsi de 46 à 74 % et celle des bénévoles de 11 à 36 %. Quant aux manifestations politiques ou syndicales, elles mobilisent un peu plus (16 %) en 2011 qu'en 1979 (11 %). Si l'accès des aînés à ces activités croît donc de manière sensible, la part de ceux s'y investissant de manière plus conséquente ne connaît cependant pas la même évolution. Les membres d'association participant au moins une fois par mois aux réunions sont proportionnellement moins nombreux en 2011 et la part de ceux occupant des responsabilités n'augmente que de 5 %. De même, parmi les bénévoles, ceux s'investissant au moins mensuellement sont en recul.

Tableau 2 : Pratiques d'engagement collectif selon le sexe, 1979 - 2011

	1979				2011				Test chi2 1979 - 2011
	Total	Femmes	Hommes	Test chi2 sexe	Total	Femmes	Hommes	Test chi2 sexe	
Membre d'au moins 1 association	46 %	41 %	52 %	***	74 %	70 %	78 %	***	***
Réunions associatives au - 1x /mois	27 %	26 %	27 %	NS	32 %	31 %	32 %	NS	***
<i>Parmi membres</i>	61 %	66 %	55 %	***	45 %	47 %	43 %	NS	***
Responsabilités associatives	9 %	5 %	14 %	***	17 %	11 %	24 %	***	***
<i>Parmi membres</i>	19 %	13 %	27 %	***	24 %	16 %	32 %	***	**
Activités bénévoles	11 %	11 %	11 %	NS	26 %	21 %	32 %	***	***
Activités bénévoles au - 1x/ mois	10 %	10 %	9 %	NS	18 %	16 %	19 %	NS	***
<i>Parmi bénévoles</i>	86 %	89 %	81 %	NS	67 %	78 %	58 %	***	***
Manif. pol./synd.	11 %	3 %	23 %	***	16 %	10 %	23 %	***	***

NB : données pondérées ; * : $p < 0.1$, ** : $p < 0.05$, *** : $p < 0.01$.

Au niveau des écarts entre sexes, la progression de l'engagement collectif ne va pas de pair avec une baisse univoque des inégalités. Les manifestations politiques et syndicales connaissent une importante augmentation de la participation féminine - la hausse de ces pratiques ne tient qu'à elles - mais elles restent une forme d'engagement fortement différenciée (10 % des femmes contre 23 % des hommes en 2011).

Les différences en matière de participation associative restent quant à elles relativement stables et c'est avant tout dans l'exercice des responsabilités que la domination masculine se cristallise. Les hommes continuent également à être surreprésentés parmi les membres alors que participer régulièrement aux réunions est un mode d'engagement plus égalitaire.

Quant aux activités bénévoles, elles ont connu une évolution plus marquée parmi les hommes qui deviennent numériquement dominants en 2011 alors qu'ils ne l'étaient pas en 1979. Parmi les bénévoles, les femmes affichent par contre une plus forte tendance à s'investir régulièrement en 2011.

3.2 Facteurs d'engagement et inégalités de ressources au prisme du genre

Dans un premier temps, examinons les facteurs d'accès aux différentes pratiques d'engagement dégagés à travers une série de régressions logistiques (Tableau 3 ; les tableaux complets sont en annexe 1). Concernant l'impact du sexe, les résultats confirment les tendances évoquées dans les analyses descriptives, et ceci en tenant compte de la région d'enquête et de l'âge. Ils montrent par ailleurs que l'engagement collectif est davantage favorisé dans la région urbaine (Genève), plus spécifiquement en ce qui concerne un certain degré d'investissement dans une association et dans la pratique bénévole. Une explication possible renvoie aux infrastructures, une zone urbaine offrant plus d'opportunités (offre, accès) de s'engager (Choi, 2003). Sans surprise, le grand âge apparaît comme un facteur freinant globalement l'engagement, même si celui-ci se prolonge bien après l'âge de la retraite.

Tableau 3 : Facteurs d'engagement collectif – tableau synoptique :

		Manif. pol./synd.	Membre asso.	Parmi membres asso. :		Activités bénévoles	Parmi bén. : au - 1x/mois	
				réunions au - 1x/mois	responsa- bilités			
M1	Sexe : homme	+	+ ^Δ		+	+	-	
	Canton : Valais				-	-	- ^Δ	
	Age (réf. 65-69)	70-74						
		75-79	- ^Δ					
80-84			- ^Δ	- ^Δ	-	- ^Δ	- ^Δ	
	85-94	-	-		-	-	- ^Δ	
M2	Educ. (réf. interm.)	basse	-					
		haute		+	+	+	+	
M3	2/3e pilier		+	+				
	Fragilité							
	Dépression			-	-	-	-	
	Ménage (réf. seul)	marié		+				
		cohabitant						
	Descendance (réf. sans)	enfant						
		petit- enfant						
Ami proche			+		+	+	+	

NB : sont indiqués ici les résultats apparaissant comme significatif (* : p<0.1).

^Δ ces effets perdent leur significativité dans le 3^{ème} modèle, signe que ces axes des stratifications des comportements (sexe, groupe d'âge) peuvent être expliqués par l'accès différencié aux ressources introduites dans les modèles.

L'éducation ressort également comme un facteur important, révélant une forte stratification sociale de l'engagement collectif. Une basse instruction réduit les chances de participation à des manifestations politiques ou syndicales alors qu'avoir un haut diplôme favorise l'appartenance et un certain investissement dans des associations, ainsi que le bénévolat. Toutefois, parmi les bénévoles, la régularité des activités n'est pas impactée.

S'engager dans des manifestations ou être membre d'une association est également encouragé par des revenus diversifiés (2^e ou 3^e pilier). Les problèmes de santé freinent les participations associative et bénévole. Au niveau des ressources sociales, c'est surtout la présence d'un ami proche qui est liée positivement à l'engagement, à nouveau associatif et bénévole. Enfin, être marié apparaît comme allant avec une plus grande propension à être membre d'une association.

Au regard du système de ressources interrogé (Tableau 4), nos données confirment la position globalement défavorisée des femmes âgées encore en 2011. Elles présentent un moindre niveau d'instruction et un accès plus réduit au système de pension professionnelle (2^e pilier) et d'épargne individuelle (3^e pilier). Elles ont également plus de problèmes de santé physique et psychique et sont plus isolées au sein de leur ménage - ceci renvoyant notamment à leurs plus fortes probabilités d'être veuves et de le rester. Cependant, elles se distinguent positivement quant à leur plus forte chance d'avoir un ami proche.

Tableau 4 : Éléments du système de ressources - distribution selon le sexe (2011)

Variables catégorielles	Catégories de réponse	Femmes	Hommes	Test chi2
Niveau d'éducation	<i>obligatoire</i>	26 %	12 %	***
	<i>secondaire supérieur</i>	51 %	49 %	
	<i>tertiaire</i>	23 %	39 %	
Pension ou avoirs	<i>reçoit une pension professionnelle ou a des avoirs financiers</i>	63 %	79 %	***
Situation du ménage	<i>marié</i>	47 %	76 %	***
	<i>non-marié vivant seul</i>	44 %	18 %	
	<i>non-marié cohabitant</i>	9 %	6 %	
Descendants	<i>sans</i>	15 %	12 %	NS
	<i>enfant</i>	12 %	15 %	
	<i>petit-enfant</i>	73 %	73 %	
Ami	<i>au moins un ami intime</i>	83 %	76 %	***

Variables échelles	Amplitude	Femmes	Hommes	Test différence moyenne
Fragilité	<i>de 0 à 5</i>	Moyenne : 1.43 (écart-type : 1.3)	Moyenne : 1.02 (écart-type : 1.19)	***
Dépression	<i>de 0 à 9</i>	Moyenne : 1.27 (écart-type : 1.44)	Moyenne : 0.82 (écart-type : 1.25)	***

NB : données pondérées ; * : p<0.1, ** : p<0.05, *** : p<0.01.

Ces différences ont des conséquences en termes d'engagement collectif, mais il est crucial de ne pas les surestimer. En effet, elles ne permettent pas d'expliquer la majeure partie des écarts observés. Seule l'adhésion à une association ne montre plus d'effet significatif du sexe une fois les autres facteurs pris en compte. Le tableau 5 montre la probabilité de participer des hommes par rapport aux femmes dans les trois modèles de régression et la part de l'impact du sexe qui peut être expliquée par l'effet de chacune des ressources introduites dans ces analyses.

Tableau 5 : Impact du sexe et part expliquée par l'effet des autres éléments du système de ressources⁶

	Manif. pol./synd.	Membre asso.	Parmi membres asso. :		Activités bénévoles	Parmi bén. : au – 1x/mois
			réunion au – 1x/ mois	responsabilités		
M1 - effet d'être un homme	0.12 ***	0.08 ***	-0.03	0.16 ***	0.10 ***	-0.20 ***
M2 - effet d'être un homme	0.10 ***	0.06 *	-0.05	0.13 ***	0.08 ***	-0.22 ***
<i>Part expliquée par le niveau d'éducation</i>	<i>0.014 **</i>	<i>0.023 ***</i>	<i>0.023 **</i>	<i>0.033 ***</i>	<i>0.024 ***</i>	
M3 - effet d'être un homme	0.09 ***	0.03	-0.07	0.12 ***	0.06 *	-0.22 ***
<i>Part expliquée par :</i>						
<i>revenu</i>	<i>0.009 *</i>	<i>0.013 **</i>				
<i>fragilité</i>						
<i>dépression</i>			<i>0.012 *</i>	<i>0.015 **</i>	<i>0.007 *</i>	
<i>ménage</i>		<i>0.022 **</i>				
<i>descendance</i>						
<i>ami</i>		<i>-0.014 ***</i>		<i>-0.009 *</i>	<i>-0.013 **</i>	<i>-0.024 *</i>

NB : données pondérées ; AME ; * : p<0.1, ** : p<0.05, *** : p<0.01.

Seuls les résultats donnés comme significatifs par les tests dérivés des analyses « khb » sont reproduits ici.

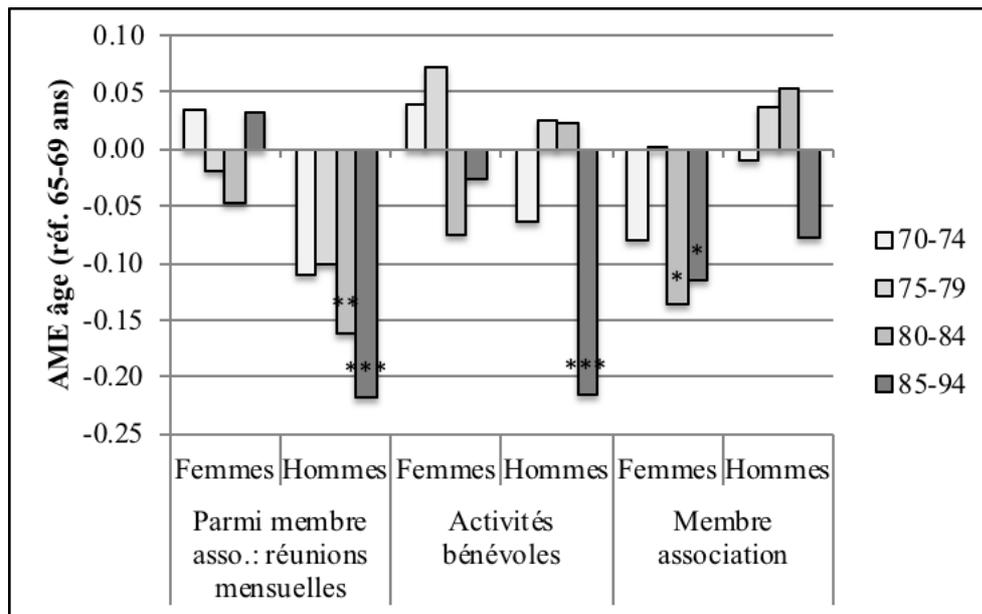
Le résultat principal concerne le niveau d'instruction : le désavantage des femmes contribue partiellement aux écarts d'engagement. De même, et sans entrer dans les détails, leur moindre accès à un 2^e ou 3^e pilier, leur moins bonne santé et leur plus grande solitude au sein du ménage joue négativement sur leur propension à s'engager sous l'une ou l'autre forme. Par contre, il se confirme que le lien positif entre présence d'un ami proche et un certain nombre de facettes de l'engagement joue en faveur de la participation des femmes.

3.3 Des éléments spécifiques aux systèmes d'inégalités et ressources selon le sexe

Les résultats de l'introduction d'effets d'interaction entre le sexe et les autres paramètres soulignent trois aspects sexués du système d'inégalités et de ressources autour de l'engagement collectif. Le premier concerne l'impact de l'âge qui apparaît plus marqué pour les hommes quant à l'appartenance associative et la pratique bénévole (Figure 1). Ces résultats impliquent que l'avantage des hommes dans l'accès au bénévolat se concentre parmi les plus jeunes aînés alors que la plus forte propension des femmes parmi les membres d'associations à assister à des réunions vient des plus âgées. Mentionnons encore un dernier résultat qui s'oppose à cette première tendance : les femmes seraient plus touchées par l'âge en matière d'appartenance associative. Nous reviendrons sur ce résultat.

⁶ Les résultats des différentes analyses de régression sont présentés ici sous la forme d'effets marginaux moyens (AME). Cette méthode d'interprétation des résultats se base sur le calcul des prédictions à partir des paramètres estimés dans les modèles de régression (cf. annexe 1). Les AME représentent le changement de prédiction de la valeur de la variable dépendante selon la valeur prise par la variable indépendante. Par exemple, si on s'en tient à la 1^{ère} colonne, les résultats se lisent « en moyenne, être un homme accroît les probabilités d'assister à des manifestations d'environ 12% dans le 1^{er} modèle (M1). Cette probabilité tombe à environ 10% à niveau d'éducation égal (M2). Plus précisément, la part de l'effet du sexe expliqué par l'effet d'éducation donnée par les analyses « khb » est de 1.4% ».

Figure 1 : Impact variable de l'âge selon le sexe

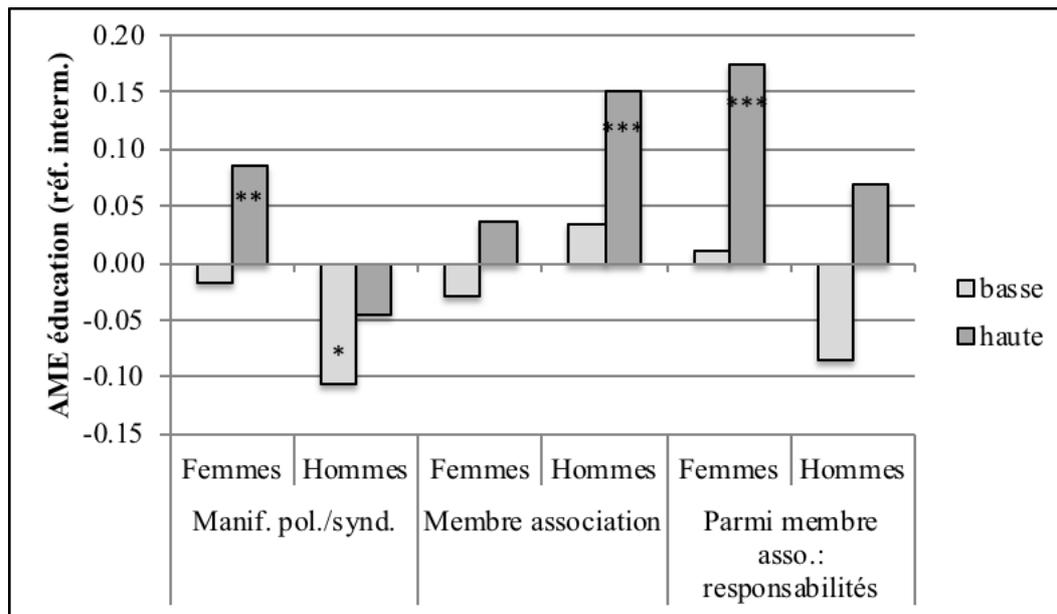


NB : données pondérées ; AME ; modèle 4 ; * : $p < 0.1$, ** : $p < 0.05$, *** : $p < 0.01$.

Un deuxième ensemble de résultats touche à la stratification socio-économique de l'engagement collectif et notamment l'impact du niveau d'instruction (Figure 2). D'une part, une haute qualification est plus déterminante parmi les femmes en matière d'engagement politique/syndical, ainsi que pour l'occupation de responsabilités au sein d'associations, les hommes pour leur part se différenciant davantage entre les moins instruits et les autres. Une plus forte segmentation sociale parmi les femmes émerge ainsi sur ces indicateurs faisant référence à des espaces de participation fortement connotés comme masculins. En la matière, les inégalités d'engagement entre hommes et femmes se concentrent donc particulièrement parmi les niveaux d'instruction intermédiaire.

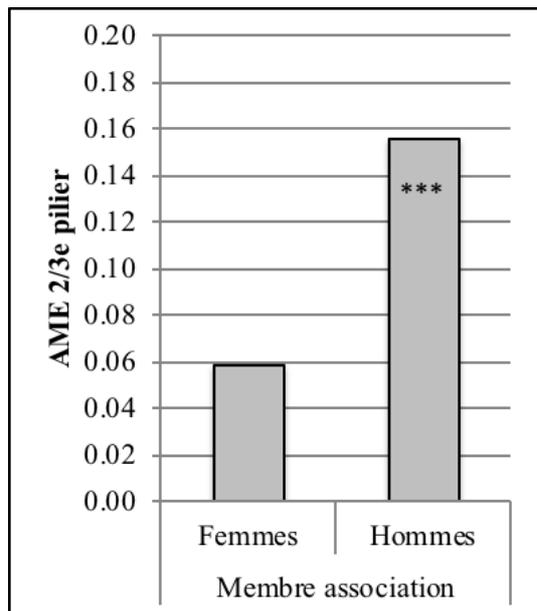
En ce qui concerne l'appartenance associative, à l'inverse, une position socio-économique supérieure - en termes de diplôme, mais également de source de revenus (Figure 3) - ne constitue une ressource que pour les hommes. Ce résultat questionne de possibles différences par rapport à la nature des adhésions. En effet, une analyse plus détaillée montre que les hommes sont davantage membres de groupements politiques, professionnels ou syndicaux, alors que l'adhésion à des associations sportives, caritatives ou religieuses est neutre du point de vue du sexe. L'hypothèse d'une forte stratification socio-économique de l'associationnisme « politique » est soutenue par l'analyse croisée des types d'association par niveau d'instruction (Annexe 2). Une autre hypothèse renverrait au lien positif avec le mariage, sous-tendant le principe d'une adhésion en couple, par rapport à laquelle le statut du mari primerait. Cette interprétation constituerait alors également une piste pour expliquer le plus fort impact de l'âge parmi les femmes en matière d'appartenance associative : en général plus jeunes que leur conjoint, elles se désengageraient plus tôt. Quoi qu'il en soit, ces résultats expriment que la plus forte chance d'adhésion associative des hommes se joue avant tout au bénéfice des mieux lotis.

Figure 2 : Impact variable de l'éducation selon le sexe



NB : données pondérées ; AME ; modèle 4 ; * : $p < 0.1$, ** : $p < 0.05$, *** : $p < 0.01$.

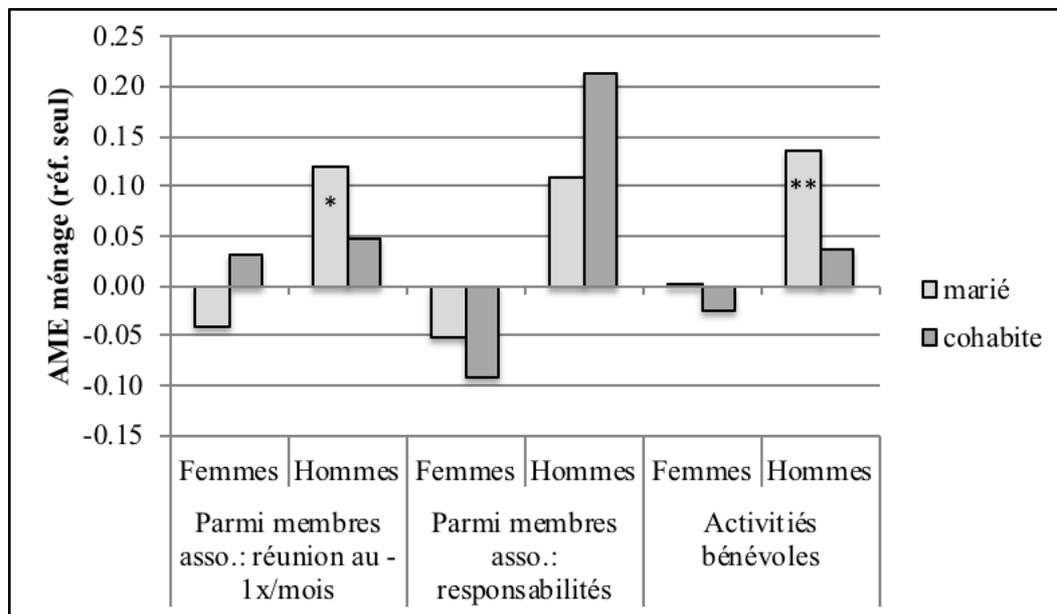
Figure 3 : Impact variable du revenu selon le sexe



NB : données pondérées ; AME ; modèle 4 ; * : $p < 0.1$, ** : $p < 0.05$, *** : $p < 0.01$.

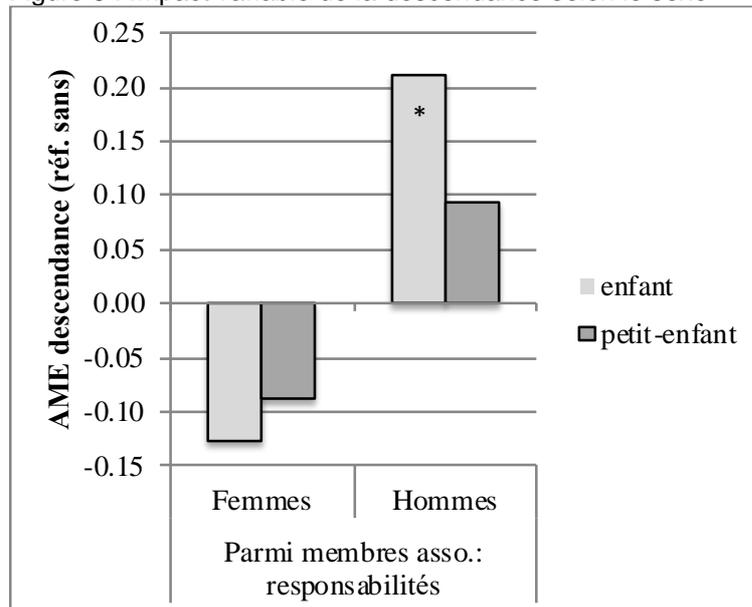
Un dernier groupe de résultats concerne le réseau social de la personne, particulièrement les liens entre mariage et engagement collectif. Être marié apparaît comme ressource uniquement pour les hommes, et ce, dans l'accès au bénévolat et un certain degré d'investissement associatif (Figure 4). Être parent est également positivement lié à l'occupation de responsabilités parmi les adhérents masculins (Figure 5). Globalement la plus forte propension masculine à être bénévole ou, parmi les membres d'association, à occuper des responsabilités, est celle des hommes mariés, voire pères. À l'inverse, leur moindre chance d'avoir une participation associative régulière concerne les hommes seuls.

Figure 4 : Impact variable du mariage selon le sexe



NB : données pondérées ; AME ; modèle 4 ; * : p<0.1, ** : p<0.05, *** : p<0.01.

Figure 5 : Impact variable de la descendance selon le sexe



NB : données pondérées ; AME ; modèle 4 ; * : p<0.1, ** : p<0.05, *** : p<0.01.

4. Discussion

Dans un contexte profondément renouvelé par l'espérance de vie croissante et les transformations des conditions de vie et de santé des aînés, il est important de s'intéresser à leur participation sociale, il est aussi crucial de prendre en compte les inégalités qui en conditionnent l'accès afin de répondre de manière critique aux modèles qui tendent à faire de l'activité la recette du bien-être qu'il importe à chacun de mettre en œuvre, notamment à travers leur engagement collectif (Viriot-Durandal et

Moulaert, 2014). En termes de genre, ce dernier renvoie à des espaces de participation traditionnellement plus masculins et leur étude constitue une opportunité pour prolonger l'étude des parcours de vie genrés après l'âge de la retraite qui remet justement en question les supports traditionnels de pensée du genre (Voléry et Legrand, 2012).

Dans ce cadre, nos analyses ont permis d'appréhender le genre comme principe affectant l'engagement collectif des aînés sous trois angles. Premièrement, l'analyse descriptive des écarts entre sexes a confirmé l'accès plus limité des femmes à un engagement dans l'espace public et leur moindre propension à y assumer un rôle de pouvoir. En considérant d'abord les manifestations politiques/syndicales, si leur participation a progressé en 32 ans, rappelons que les cohortes d'ainées étudiées en 2011 ont connu toujours plus jeunes dans leur trajectoire l'acquisition des droits civiques⁷ et ont profité d'un accès croissant au marché du travail (Bühler *et al.*, 2002), les inégalités restent fortes. De même dans la vie associative, et à l'image des discriminations observables sur le marché de l'emploi (Charles, 2005), l'accès à des postes à responsabilité reste un privilège masculin. Au-delà de ces persistances, une nouvelle ligne d'inégalité en faveur des hommes se dessine même au fil de l'évolution socio-historique dans l'accès croissant au bénévolat. Force est ainsi de constater qu'en 32 ans l'augmentation générale de l'engagement collectif des aînés ne s'accompagne pas d'une homogénéisation selon le genre.

Deuxièmement, l'analyse des écarts en matière d'engagement collectif entre les sexes au regard de la distribution inégale des ressources a confirmé que les moins bonnes conditions de vie et de santé des femmes âgées participent de leur moindre investissement. Cependant, ces inégalités n'expliquent que très partiellement les écarts observés : elles influencent les pratiques en plus du genre. Ceci montre la pertinence de penser le genre comme logique propre, et notamment au-delà des rapports de classe dont il est parfois compris comme un « simple dérivé », ce qu'a défendu l'analyse marxiste (Jaunait et Chauvin, 2012)⁸. D'ailleurs, confirmant une littérature plus récente, il apparaît que les femmes ne sont pas que désavantagées puisqu'en termes de capital social, elles bénéficient de leur plus forte propension à avoir un ami proche, ce qui vient complexifier la lecture binaire des écarts de genre (avantage versus désavantage) telle qu'elle est soutenue par la perspective d'économie politique (Arber *et al.*, 2003). Ce résultat souligne l'importance d'adopter une perspective large pour considérer les ressources des aînés, en prenant notamment en compte certains aspects mis à jour par l'étude des vieillesse féminines, tout en les intégrant dans un questionnaire plus large sur les différences et rapports de genre.

Troisièmement, au-delà de la pertinence de considérer plusieurs axes de différenciation et leurs impacts, nos résultats soutiennent l'approche intersectionnelle (Bilge, 2009 ; Jaunait et Chauvin, 2012) en montrant leur imbrication dans un système de pouvoir complexe. Cette complexité des systèmes d'inégalités se retrouve tout d'abord dans l'interaction entre les variables sexe et éducation soulignant les effets croisés des rapports de genre et de classe en matière d'engagement collectif. Plus particulièrement, l'accès aux espaces de participation supposant un certain pouvoir d'agir, de décider, qu'incarnent l'engagement politique/syndical ou l'occupation de responsabilités associatives, est davantage sélectionné et élitiste parmi les femmes. Nous rejoignons par là des études soulignant le coût d'accès à la sphère politique plus important pour les femmes et les implications que cela a au niveau du profil de celles qui sont engagées (Guionnet et Neveu, 2009, p. 309). Les conséquences de ces inégalités renvoient à une sorte de cercle vicieux : les élites féminines ont dans une plus grande mesure accès aux espaces qui leur permettent justement de faire entendre et défendre leur voix. Il apparaît donc comme crucial de prendre en compte ces rapports de force internes afin de favoriser l'accès de l'ensemble des femmes à l'espace public. En miroir, si ces pratiques apparaissent comme moins élitistes parmi les hommes, la minorité n'ayant qu'une formation obligatoire ne doit cependant également pas être négligée au risque de la marginaliser d'autant plus.

Nos analyses ont également mis en évidence les rapports différents qu'hommes et femmes entretiennent avec leur réseau. Contrairement aux attentes d'une plus grande dépendance des pratiques féminines à leur entourage familial comme le supposerait la logique du statut-maître (Krüger et Levy, 2001) ou plus largement la dimension plus contingente typique des parcours de vie féminin (Moen, 2001), ce sont les hommes qui apparaissent comme plus impactés par la composition de leur

⁷ En Suisse, il a fallu attendre 1971 pour que le droit de vote des femmes soit obtenu au niveau fédéral.

⁸ Dans ce cadre, mentionnons que l'ajout de la catégorie socio-professionnelle relative au dernier métier de la personne dans les analyses proposées, si elle participe des écarts de genre, ne permet pas de les expliquer non plus, soutenant nos propos.

réseau. Il serait intéressant de questionner le passage à l'âge de la retraite, et plus généralement l'avancée en âge, comme influençant ces logiques, ce que ne nous permettent malheureusement pas nos données. Relevons cependant que cette plus grande dépendance est positive, les hommes tirant avantage de leur statut de conjoint ou de père de famille.

Au regard des liens entre mariage et engagement collectif, nous rejoignons les travaux de Sara Arber (2004) qui montraient que les hommes célibataires ou divorcés avaient un moindre niveau d'adhésion associative. Plus largement, nous retrouvons ici après 65 ans la logique qui veut que le mariage constitue un placement pour l'homme dont il tire bénéfice en se libérant des tâches domestiques tout en profitant des liens de sociabilité entretenus par sa femme (de Singly, 2004). Le mariage - et indirectement le soutien apporté par les femmes dans ce cadre - apparaît ainsi comme un support à l'accès majoritaire des hommes à l'engagement collectif. Cependant, si ces derniers, qui sont en outre moins à risque de vivre seul, semblent tirer parti de leur situation, à l'inverse ressort la vulnérabilité de la minorité des solitaires, qui ne trouvent pas d'alternative dans ces formes de participation.

Finalement, un autre thème important de l'approche intersectionnelle touche à l'imbrication des rapports d'âge et de genre (Jaunait et Chauvin, 2012). Sur ce plan, nos résultats indiquent qu'en matière d'accès au bénévolat et de participation régulière aux réunions d'association, être plus âgé favoriserait l'implication des femmes par rapport à celle des hommes dont l'engagement serait plus sensible à l'avancée en âge. Cependant, nos données de nature transversale ne permettent pas de distinguer les effets d'âge de ceux liés à l'appartenance à différentes cohortes. Selon cette dernière perspective, les nouveaux retraités masculins contribueraient à l'augmentation marquée du bénévolat observée en 32 ans et se différencieraient ainsi de leurs ascendants, alors que dans les associations - qui voient un recul relatif des membres participant régulièrement aux réunions -, les femmes les plus âgées constitueraient les dernières générations les plus actives. Cette interprétation impliquerait alors des inégalités croissantes en faveur des hommes dans le futur.

Ces deux pistes d'explication, qui ne s'excluent pas mutuellement, demandent de plus amples investigations afin d'être confirmées et approfondies. Dans cette perspective, nous ne pouvons qu'espérer la répétition de cette enquête dans les années à venir afin de confirmer ou non cette possible montée des inégalités parmi les nouvelles cohortes d'aînés. En outre, la disponibilité prochaine d'un suivi longitudinal de l'enquête VLV (mené fin 2017) devrait permettre de questionner plus finement les interactions du genre et de l'avancée en âge ; dans quelle mesure cette dernière profiterait-elle réellement à l'engagement des femmes et modifierait-elle les rapports de genre ? Plus généralement, nous reconnaissons que la restriction de notre étude à une population ayant déjà dépassé l'âge de la retraite ne permet pas d'interroger le principe de continuité des engagements dans les parcours de vie (Bickel, 2014 ; Quéniart et Charpentier, 2010) sous l'angle du genre.

Une autre limite plus générale de notre étude tient à la nature quantitative des données. Les indicateurs utilisés permettent certes d'approcher l'engagement collectif sous différentes formes mais ne représentent pas l'ensemble des opportunités et configurations. En outre, le sens que les individus donnent à leur engagement (ou non) ne peut être étudié sur la base de nos enquêtes. Or, une même pratique peut prendre des significations variées selon les personnes (Bucco et Jarry, 2007). L'inscription de l'engagement collectif dans le processus identitaire des aînés dans une approche plus compréhensive (Caradec, 2008) serait intéressante à creuser en parallèle aux inégalités d'accès afin de mieux saisir les dynamiques de genre en jeu. Finalement, mentionnons encore que si nous nous sommes limités ici à l'analyse de l'engagement collectif, il semble important de dépasser cette définition restreinte de la participation sociale dans de prochains travaux afin de ne pas négliger, dans un contexte valorisant l'activité des aînés, ni la diversité des formes d'investissements des aînés, ni la complexité des systèmes d'inégalités qui en guident l'accès (Baeriswyl, 2017), ni les enjeux que peuvent représenter leur articulation (Pennec, 2004).

Malgré ces limites, cet article a permis de faire un pas supplémentaire dans l'analyse des relations de genre au temps de la retraite en confirmant le moindre accès des femmes à l'engagement collectif sans que cela ne puisse s'expliquer par leurs désavantages socio-économiques ou au niveau de leur santé. Au-delà de cette constatation générale, et suivant la perspective intersectionnelle, nous avons démontré l'intérêt de penser le genre non seulement en parallèle, mais aussi en interaction avec d'autres axes d'inégalité/différenciation, mettant à jour des configurations spécifiques d'inclusion ou d'exclusion. Nos résultats invitent à ne pas homogénéiser le groupe des hommes et celui des femmes, et surtout à ne pas prendre les individus les plus privilégiés comme catégorie de référence

d'une discrimination (Jaunait et Chauvin, 2012). Ils ont plus particulièrement mis en lumière une élite féminine ne se distinguant guère de ses homologues masculins dans leur accès à des espaces de revendications et de représentations publiques mais par rapport à laquelle la plus forte exclusion de celles ne jouissant pas d'un haut degré d'études n'en ressort que d'avantage. À l'inverse, et si globalement tant la distribution des ressources que les cultures genrées supportent l'engagement collectif de la gent masculine, notre étude a également mis en lumière l'existence d'une frange masculine se distinguant par sa plus grande vulnérabilité socio-économique et relationnelle dont le risque d'exclusion des formes d'engagement est marqué.

Annexe 1 : Modèles de régression logistiques sur les différents indicateurs d'engagement collectif

Variable	Manif. politiques/syndicales				Activités bénévoles				Parmi bénévoles. : au - 1x/mois			
	M1	M2	M3	M4	M1	M2	M3	M4	M1	M2	M3	M4
homme	2.41***	2.20***	2.05***	3.14***	1.72***	1.54***	1.36*	1.01	0.38***	0.34***	0.30***	0.6
Valais	1.32	1.39*	1.42*	1.42*	0.74*	0.82	0.82	0.81	1.42	1.53	1.72*	7.89***
âge (réf. 65-69)												
70-74	0.76	0.81	0.81	0.8	0.88	0.95	0.96	1.27	0.55	0.54	0.51	0.5
75-79	0.62*	0.68	0.72	0.7	1.05	1.17	1.34	1.53	0.77	0.78	0.79	0.82
80-84	0.72	0.78	0.83	0.82	0.61**	0.69	0.82	0.56	0.46*	0.5	0.55	0.54
85-94	0.27***	0.30***	0.31***	0.30***	0.42***	0.46***	0.56*	0.83	0.36*	0.35**	0.54	0.45
éduc. (réf. interm.)												
basse		0.54**	0.61*	0.81		0.72	0.84	0.84		1.01	1.18	0.94
haute		1.16	1.12	2.16**		1.74***	1.68***	1.72***		1.57	1.51	1.3
2/3e pilier			1.59**	1.62**			1.36	1.32			1.44	1.4
fragilité			0.98	0.97			0.92	0.93			0.82	0.86
dépression			0.89	0.89			0.86**	0.85**			0.97	0.95
ménage (réf. seul)												
marié			0.93	0.88			1.3	1.01			1.29	1.46
cohabitant			0.69	0.65			0.97	0.84			2.37	2.68
descendant (réf. sans)												
enfant			1.09	1.07			0.91	0.84			0.66	0.52
petit-enfant			1.07	1.11			0.92	0.86			0.8	0.72
ami proche			1.25	1.24			1.91***	1.91***			3.34***	3.67***
homme#VS												0.11***
homme#âge (réf. 65-69)												
70-74								0.58				
75-79								0.74				
80-84								1.98				
85-94								0.32**				
homme#éduc. (réf.interm.)												
basse				0.63								
haute				0.36**								
homme#2/3e pilier												
homme#mén. (réf.seul)												
marié								2.03*				
cohabitant								1.46				

NB : données pondérées ; odds ratio ; * : p<0.1, ** : p<0.05, *** : p<0.01.

Annexe 2 : Appartenance à différents types d'association selon le sexe et le niveau d'instruction

	Sexe			Éducation			
	Femmes	Hommes	Test chi2	Basse	Interm.	Haute	Test chi2
Membre asso. activités physiques	30 %	35 %	NS	26 %	33 %	35 %	*
Membre asso. politique/ prof./syndicale	12 %	34 %	***	13 %	17 %	35 %	***
Membre asso. patriotique	2 %	7 %	***	4 %	4 %	6 %	NS
Membre asso. religieuse	15 %	14 %	NS	15 %	12 %	19 %	*
Membre asso. caritative/ solidarité	20 %	22 %	NS	10 %	17 %	35 %	***
Membre asso. quartier	10 %	13 %	NS	7 %	8 %	18 %	***
Membre asso. autre	44 %	48 %	NS	39 %	44 %	54 %	***

NB : données pondérées ; * : $p < 0.1$, ** : $p < 0.05$, *** : $p < 0.01$.

Références

- Allan, G. (2008). Flexibility, friendship, and family. *Personal Relationships*, 15(1), 1-16. doi:10.1111/j.1475-6811.2007.00181.x
- Arber, S. (2004). Gender, marital status, and ageing: Linking material, health, and social resources. *Journal of Aging Studies*, 18(1), 91-108. doi:10.1016/j.jaging.2003.09.007
- Arber, S., Davidson, K. et Ginn, J. (2003). Changing approaches to gender and later life. Dans S. Arber, K. Davidson et J. Ginn (dir.), *Gender and ageing. Changing roles and relationships* (p. 1-14). Buckingham, Royaume-Uni: Open University Press.
- Attias-Donfut, C. (2001). Sexe et vieillissement. Dans T. Blöss (dir.), *La dialectique des relations hommes-femmes* (2^e éd., p. 197-215). Paris, France : PUF.
- Baeriswyl, M. (2017). Participations sociales au temps de la retraite. Une approche des inégalités et évolutions dans la vieillesse. Dans N. Burnay et C. Hummel (dir.), *L'impensé des classes sociales dans le processus de vieillissement* (p. 141-170). Berne, Suisse : Peter Lang.
- Bickel, J.-F. (2014). La participation sociale, une action située entre biographie, histoire et structures. Dans C. Hummel, I. Mallon et V. Caradec (dir.), *Vieillesse et vieillissements. Regards sociologiques* (p. 207-226). Rennes, France : Presses universitaires de Rennes.
- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogène*, (225), 70-88. doi:10.3917/dio.225.0070
- Bonvalet, C., Olazabal, I. et Oris, M. (dir.). (2015). *Les baby-boomers, une histoire de familles. Une comparaison Québec-France*. Québec, Canada : PUQ.
- Broese van Groenou, M. I. et Deeg, D. J. H. (2010). Formal and informal social participation of the 'young-old' in the Netherlands in 1992 and 2002. *Ageing & Society*, 30(03), 445-465. doi:10.1017/S0144686X09990638
- Bucco, D. et Jarry, M. (2007). Actif j'y suis! Retraité j'y reste! *Gérontologie et société*, 30(120), 65-76. doi:10.3917/gs.120.0065
- Bühler, E., Brun, C., Steinmann, M. et Brulhardt, M.-C. (2002). *Atlas suisse des femmes et de l'égalité*. Zurich, Suisse : Seismo.
- Caradec, V. (2008). Les mécanismes de la transition identitaire au moment de la retraite. *Spirale - Revue de recherches en éducation*, 41(1), 161-176. doi:10.3406/spira.2008.1232
- Caradec, V. (2012). Vieillir après la retraite, une expérience genrée. *SociologieS [En ligne]*. Repéré à : <http://sociologies.revues.org/4125> consulté le 20/11/2012
- Charles, M. (2005). Évolution de la ségrégation professionnelle en Suisse en fonction du sexe et de la nationalité de 1970 à 2000. Neuchâtel, Suisse : Office fédéral de la statistique.
- Charpentier, M. et Quéniart, A. (2007). Au-delà de la vieillesse : Pratiques et sens de l'engagement de femmes âgées au Québec. *Gérontologie et société*, 30(120), 187-202. doi:10.3917/gs.120.0187
- Choi, L. H. (2003). Factors affecting volunteerism among older adults. *Journal of Applied Gerontology*, 22(2), 179-196. doi:10.1177/0733464803022002001
- Cutler, S. J., Hendricks, J. et O'Neill, G. (2011). Civic engagement and aging. Dans R. H. Binstock et L. K. George (dir.), *Handbook of Aging and the Social Sciences* (7^e éd., p. 221-233). San Diego, Calif. : Academic Press.
- de Singly, F. (2004). *Fortune et infortune de la femme mariée : sociologie des effets de la vie conjugale* (2^e éd.). Paris, France : PUF.
- Falcon, J. et Joye, D. (2015). Formation et mobilité en Suisse : regards sur cinquante ans d'inégalités. Dans G. Felouzis et G. Goastellec (dir.), *Les inégalités scolaires en Suisse* (p. 201-224). Bern, Suisse : Peter Lang.
- Godbout, E., Filiatrault, J. et Plante, M. (2012). La participation des aînés à des activités de bénévolat : Une revue systématique. *Canadian Journal of Occupational Therapy*, 79(1), 23-32. doi:10.2182/cjot.2012.79.1.4
- Guionnet, C. et Neveu, E. (2009). *Féminins/masculins : sociologie du genre*. Paris, France : A. Colin.
- Jaunait, A. et Chauvin, S. (2012). Représenter l'intersection. *Revue française de science politique*, 62(1), 5-

20. doi:10.3917/rfsp.621.0005

- Karlson, K. B., Holm, A. et Breen, R. (2012). Comparing regression coefficients between same-sample nested models using logit and probit. A new method. *Sociological Methodology*, 42(1), 286-313. doi:10.1177/0081175012444861
- Krüger, H. et Levy, R. (2001). Linking life courses, work, and the family: Theorizing a not so visible nexus between women and men. *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 26(2), 145-166. doi:10.2307/3341676
- Lalivé d'Épinay, C., Bickel, J.-F., Maystre, C. et Vollenwyder, N. (2000). *Veillées au fil du temps, 1979-1994 : une révolution tranquille*. Lausanne, Suisse : Réalités sociales.
- Lalivé d'Épinay, C. et Spini, D. (dir.). (2008). *Les années fragiles : la vie au-delà de quatre-vingts ans*. Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.
- Legrand, M. (2001). *La retraite : une révolution silencieuse*. Toulouse, France : Erès.
- Leimgruber, M. (2010). Caisses de pension et rapports sociaux de sexe en Suisse au XXe siècle. Dans T. David, V. Groebner, J. M. Schaufelbuehl et B. Studer (dir.), *Die Produktion von Ungleichheiten / La production des inégalités* (p. 49-64). Zürich, Suisse : Chronos.
- Levasseur, M., Richard, L., Gauvin, L. et Raymond, E. (2010). Inventory and analysis of definitions of social participation found in the aging literature : proposed taxonomy of social activities. *Social Science & Medicine*, 71(12), 2141-2149. doi:10.1016/j.socscimed.2010.09.041
- Moen, P. (2001). The gendered life course. Dans R. H. Binstock et L. K. George (dir.), *Handbook of aging and the social sciences* (5th éd., p. 179-196). San Diego, Calif. : Academic Press.
- Oris, M., Gabriel, R., Ritschard, G. et Kliegel, M. (2017). Long lives and old age poverty: Social stratification and life-course institutionalization in Switzerland. *Research in Human Development*, 14(1), 68-87. doi:10.1080/15427609.2016.1268890
- Oris, M., Guichard, E., Nicolet, M., Gabriel, R., Tholomier, A., Monnot, C., ... Joye, D. (2016). Representation of vulnerability and the elderly. A total survey error perspective on the VLV survey. Dans M. Oris, C. Roberts, D. Joye et M. Ernst-Stähli (dir.), *Surveying human vulnerabilities across the life course* (p. 27-64). Cham, Suisse : Springer International Publishing.
- Pennec, S. (2004). Les tensions entre engagements privés et engagements collectifs, des variations au cours du temps selon le genre et les groupes sociaux. *Lien social et Politiques*, (51), 97-107. doi:10.7202/008873ar
- Quéniart, A. et Charpentier, M. (2010). Les multiples formes d'engagement des aînés. De l'aide aux proches à la militance. Dans M. Charpentier, N. Guberman, V. Billette, J.-P. Lavoie, A. Grenier et I. Olazabal (dir.), *Vieillir au pluriel : Perspectives sociales* (p. 453-473). Québec, Canada : PUQ.
- Quéniart, A., Charpentier, M. et Lebreton, C. (2011). La recherche féministe et les femmes aînées : une rencontre récente. *Labrys : études féministes [En ligne]*. Repéré à : <http://www.labrys.net.br/labrys20/franco/anne.htm> consulté le 31/05/2015
- Raymond, E., Gagné, D., Sévigny, A. et Tourigny, A. (2008). *La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé : réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire*. Québec, Canada : Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec et Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Institut national de la santé publique du Québec. Repéré à : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/859_RapportParticipationSociale.pdf consulté le 13/04/2015
- Silver, C. B. et Ploux, M. (2001). Construction et déconstruction des identités de genre. *Cahiers du Genre*, 31(2), 185-201. doi:10.3917/cdge.031.0185
- Streit, A. (2009). Où en est la prévoyance vieillesse? *Sécurité sociale: revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, (2), 69-73.
- Venn, S., Davidson, K. et Arber, S. (2011). Gender and aging. Dans R. A. Settersten et J. L. Angel (dir.), *Handbook of sociology of aging* (p. 71-81). New York, N.Y.: Springer.
- Viriort-Durandal, J.-P. et Moulart, T. (2014). Le « vieillissement actif » comme référentiel international d'action publique : acteurs et contraintes. *Socio-logos [en ligne]*, (9). Repéré à : <http://socio-logos.revues.org/2814>

consulté le 08/04/2015

- Viriot-Durandal, J.-P. et Reguer, D. (2011). Retraite, engagement social et citoyenneté active. *Gérontologie et société*, 34(138), 143-164. doi:10.3917/g.s.138.0143
- Voléry, I. et Legrand, M. (2012). Introduction au Dossier « Genre et vieillissement ». *SociologieS [En ligne]*. Repéré à : <http://sociologies.revues.org/4116> consulté le 20/11/2012
- Walker, A. (2002). A strategy for active ageing. *International Social Security Review*, 55(1), 121-139. doi:10.1111/1468-246X.00118.
- Wang, R. I. H., Treul, S. et Alverno, L. (1975). A brief self-assessing depression scale. *The Journal of Clinical Pharmacology*, 15(2-3), 163-167. doi:10.1002/j.1552-4604.1975.tb02351.x
- Weintraub, J. (1997). The theory and politics of the public/private distinction. Dans J. Weintraub et K. Kumar (dir.), *Public and private in thought and practice. Perspectives on a grand dichotomy* (p. 1-42). Chicago, Mich. : University of Chicago Press.
- Wilson, J. (2000). Volunteering. *Annual Review of Sociology*, 26, 215-240. doi:doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.215

Email auteur: marie.baeriswyl@unige.ch

Remerciements :

Cet article participe du Projet Sinergia n° CRSII1 129922 et de l'IP 213 du Pôle de recherche national LIVES - Surmonter la vulnérabilité : perspective du parcours de vie, tous les deux financés par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). L'auteure remercie le FNS de son aide financière. Elle remercie également les deux évaluateurs anonymes ainsi que le Prof. Michel Oris pour leur relecture et leur expertise.